

## Revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 2019

Monde.....	2
Afrique.....	2
Maroc .....	2
Libye.....	2
Niger .....	2
Sénégal .....	3
Rwanda.....	3
Europe.....	3
Italie .....	5
Grèce .....	5
Bosnie-Herzégovine .....	6
France.....	6
Proche-Orient.....	6
Turquie .....	6
Kurdistan syrien .....	7

## Monde

- **Libération**, 2 octobre 2019, [Migrantes, des éclareuses au péril des frontières](#) \*

Grâce aux témoignages de femmes migrantes rencontrées en Italie et à Malte, Camille Schmoll déconstruit les préjugés sur les migrations, parmi lesquels la dichotomie entre « bon réfugié » et migrant économique « irrégulier », ou l'idée qu'il y aurait forcément un « projet migratoire » déterminé à l'avance. Le départ, ses causes, ses enjeux et l'étendue de la préparation du voyage sont multiples et complexes. Les femmes migrantes ne bénéficient pas d'une protection suffisante, et ce malgré les multiples formes de violences auxquelles elles sont soumises, comme les violences sexuelles qu'elles subissent malheureusement presque toutes – *a fortiori* quand elles passent par la Libye.

## Afrique

### Maroc

- **RFI Afrique**, 1<sup>er</sup> octobre 2019, [Un homme retrouvé mort dans le train d'atterrissage d'un avion marocain](#)

Le corps d'un homme guinéen a été retrouvé à bord d'un avion de la *Royal Air Maroc* reliant Conakry à Casablanca. Ce drame est loin d'être isolé, à l'image du corps de l'homme retrouvé en juin dernier dans une banlieue de Londres, vraisemblablement à la suite de l'ouverture du train d'atterrissage d'un vol reliant le Kenya à l'Angleterre. En 2012, la même situation s'était produite dans la capitale britannique, après la chute d'un homme caché dans un avion en provenance d'Angola.

- **Libération Maroc**, 15 octobre 2019, [Au grand dam des demandeurs d'asile marocains, le Maroc est un pays sûr](#)

Le Maroc s'inquiète du décret adopté par le ministre des Affaires étrangères italien, Luigi Di Maio, permettant de raccourcir à quatre mois le délai de rapatriement des personnes en situation administrative « irrégulière » sur le territoire. Cette réforme est héritière du « Décret Salvini » de novembre 2018 et de sa liste de 13 États – dont le Maroc – considérés comme « sûrs ». Suite à la signature d'un accord de réadmission avec l'Italie, Rabat revient sur ses positions pour résister à Rome et ses « refoulements massifs et arbitraires de migrants marocains » selon Saïd Machak, chercheur en droit international sur la migration et l'asile.

### Libye

- **RFI Afrique**, 5 octobre 2019, [Les Érythréens réclament la libération de leurs compatriotes détenus en Libye](#)

Début septembre, une centaine de personnes ont manifesté devant le siège genevois des Nations Unies pour réclamer la libération de leurs concitoyens érythréens actuellement détenus en Libye. D'après les témoignages d'Érythréens ayant réussi à rejoindre l'Europe, certains affirment avoir subi de nombreuses violences en raison de leur nationalité. Au moment de traverser la Méditerranée, ils se trouvent donc particulièrement affaiblis et vulnérables.

### Niger

- **Le Sahel**, 5 octobre 2019, [Communiqué du Conseil des ministres du vendredi 4 octobre 2019](#)

Le Conseil des Ministres du Niger s'est réuni et a adopté un projet de décret portant sur le Document de Politique Nationale des Frontières 2019-2035, dont l'objectif est de « délimiter et démarquer de manière effective les frontières du pays, en renforçant la présence de l'État dans les zones frontalières. » Ce décret s'inscrit dans la lutte contre l'immigration dite irrégulière au Niger, politique

d'externalisation des frontières de l'Union européenne impulsée en 2015. Ce dispositif va à l'encontre du principe de liberté de circulation intrinsèque à la zone CEDEAO et nuit gravement à un pan essentiel de l'économie régionale reposant sur la migration.

## Sénégal

- **Seneweb News**, 5 octobre 2019, [Accélération des rapatriements de migrants : l'Italie annonce avoir signé un accord avec le Sénégal](#)

L'Italie a adopté un décret interministériel afin de réduire le délai de rapatriement des personnes en situation « irrégulière » sur son territoire de deux ans à quatre mois. Le décret cible les ressortissants albanais, bosniaques, ghanéens, serbes, macédoniens, monténégrins, marocains et sénégalais ; les principales nationalités présentes sur son territoire. Ce décret est le fruit d'une suite d'accords passés entre le gouvernement italien et les différents gouvernements des pays cités. Pour le Sénégal, un fonds de rapatriement de 50 millions d'euros est prévu dans le cadre de la coopération et du développement. Toutefois, le directeur des Sénégalais de l'extérieur, Sory Kaba, n'a de son côté pas confirmé la signature de cet accord avec l'Italie.

## Rwanda

- **RFI Afrique**, 11 octobre 2019, [123 demandeurs d'asile évacués de Libye sont arrivés au Rwanda](#)

Suite à l'accord signé le 10 septembre dernier avec l'Union africaine et le HCR, le Rwanda a accueilli un deuxième groupe de réfugié·e-s bloqué·e-s en centre de détention en Libye. Depuis le 26 septembre, 189 personnes ont été accueillies dans le centre de transit de Gashora, à 60 km de Kigali. Le président Paul Kagame prévoit à terme d'accueillir 30 000 personnes bloquées en Libye. Cet accord est vivement critiqué par l'opposition socialiste, le parti Imberakuri, qui s'étonne que l'UA et le HCR aient accepté de confier la protection de demandeur·se·s d'asile à un régime qui [« viole les droits de la personne »](#). L'Europe, quant à elle, s'est engagée à financer ces opérations et laisse planer sur cet accord l'ombre de la stratégie d'externalisation de ses frontières et de son approche *hotspot*.

## Europe

- **RTBF**, 3 octobre 2019, [Migration : Carola Rackete, la capitaine du Sea Watch, tance les parlementaires européens](#)

Carola Rackete était invitée au LIBE *committee meeting* du Parlement européen afin de débattre de la question des sauvetages en mer, des lois et pratiques qui lui sont relatives. Au cours de cette séance sont également intervenus un membre de la Commission européenne ou encore Fabrice Leggeri, directeur de l'agence Frontex. Après avoir rappelé à l'Europe et à ses États membres leurs devoirs en termes de sauvetage et d'accueil des personnes migrantes, et réfuté la qualité de « port sûr » au port de Tripoli, Carola Rackete a été tour à tour ovationnée et insultée par les parlementaires européens. Certains députés italiens, issus des listes de *La Lega*, ont accusé Melle Rackete d'avoir fait entrer des criminels de manière illégale sur le territoire européen, avant d'affirmer que sa place était en prison.

- **InfoMigrants**, 4 octobre 2019, [Après l'Open Arms, l'Ocean Viking repart lui aussi en mer](#)

Les navires humanitaires *Open Arms* et *Ocean Viking* ont repris leurs missions de sauvetage en mer au large de la Libye. L'*Ocean Viking*, appartenant à SOS Méditerranée et MSF, est parti du port de Marseille pour une troisième mission, après avoir secouru un total de plus de 650 personnes en mer depuis le 9 août dernier. Quant à l'*Open Arms*, il avait été immobilisé par la justice italienne depuis la fin du mois d'août. Devrait s'y ajouter l'*Alan Kurdi* de l'ONG *Sea Eye* dans une « dizaine de jours » selon

son directeur. Cela fait six ans que le naufrage au large de Lampedusa a fait plus de 400 morts. Depuis, aucun dispositif d'État ou européen n'a pris le relai de ces navires humanitaires, comme le déplorent les ONG actives en Méditerranée.

- **TV5Monde**, 5 octobre 2019, [Europe : l'agence Frontex veut surveiller les médias sociaux pour prévenir l'immigration illégale](#)

Frontex est à la recherche d'un prestataire qui pourrait collecter des données sur les « candidats » à la migration vers l'Europe par le biais des réseaux sociaux. L'appel d'offre a été lancé le 25 septembre et demande à couvrir entre autres Facebook, Twitter, Instagram, YouTube ou encore Telegram. Mais ce ne sont pas seulement les « candidats » à la migration qui intéressent Frontex. L'agence cherche également des informations relatives à la société civile, aux communautés de la diaspora présentes dans les pays de destination, aux « trafiquants/passeurs ». Le prestataire devra fournir un rapport prévoyant un « système d'alerte stratégique » faisant état de changements comme « l'environnement sociopolitique, économique ou celui de la sécurité humaine ». Frontex renforce ainsi la systématisation du fichage de toutes les personnes dont la migration pourrait s'avérer nécessaire à leur (sur)vie, et ce directement dans leur pays d'origine.

- **Le Monde**, 9 octobre 2019, [Migration : l'Europe étale ses divisions mais trouve un accord minimal pour aider l'Italie et Malte](#) [accessible aux abonnés]

Les États membres de l'Union européenne se sont réunis à Luxembourg pour débattre du projet de répartition automatique des personnes migrantes secourues en Méditerranée, négocié récemment à La Valette par la France, l'Italie, Malte et l'Allemagne. L'accueil de ce projet a été particulièrement froid par les pays du groupe Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie), contrasté pour les pays du sud de l'Europe comme Chypre, l'Espagne qui ne concèdent pas à accueillir les personnes débarquées en Italie ou à Malte. Seuls le Portugal, la Lituanie, l'Irlande et le Luxembourg ont acté leur engagement.

- **Statewatch**, 10 octobre 2019, [Joint press release of the Palermo Charter Platform Process on the results of the EU Summit of Home Affairs Ministers on 23 September in Malta and the consequent negotiations on 8 October in Luxembourg \[EN\]](#) \*

En réaction aux débats sur le mécanisme de répartition des migrants de Malte, le *Palermo Charter Platform Process* rassemblant des membres de la société civile européenne, des maires de villes européennes et des organisations non gouvernementales de secours en mer, a publié un communiqué de presse réclamant à l'Europe une véritable solution à la hauteur de l'actuelle crise humanitaire en Méditerranée. Le réseau demande la mise en place d'une mission européenne de secours en mer opérationnelle et durable, afin de ne plus laisser les garde-côtes libyens se charger de la vie des personnes migrantes. L'accord de Malte ne fait aucunement mention des risques encourus par les personnes interceptées en Méditerranée et débarquées de force sur les côtes libyennes. Il ne fait pas la lumière sur les navires de secours bloqués et/ou confisqués par les États européens. Ce communiqué permet de lancer un appel aux États afin d'annuler toutes les restrictions et mécanismes de criminalisation pesant sur la société civile et sur les initiatives des villes qui ont choisi de sauver et d'accueillir dignement les personnes migrantes en Europe.

## Italie

- **The Guardian**, 4 octobre 2019, [Human trafficker was at meeting in Italy to discuss Libya migration](#) [EN]

Le journal italien *Avvenire* a publié une investigation dénonçant la présence d'Abd al-Rahman Milad, connu sous le nom de Bija, au cours d'une réunion avec les services de renseignements italiens afin de discuter des contrôles de flux migratoires au départ de la Libye, en Catane en mai 2017. Bija est connu pour être à la tête d'un important réseau de trafic d'êtres humains et d'organisations criminelles dans la région de Zawiyah, au nord-ouest de la Libye, selon un rapport de sécurité de l'ONU publié en juin 2017. Selon des sources présentes à la rencontre, Bija a obtenu un laissez-passer pour l'Italie, en la qualité de « commandant des garde-côtes libyens ». Il a été reconnu par des personnes migrantes à son arrivée, et les nombreux documents faisant état de ses actions en Libye nient la possibilité que son hôte, le ministre de l'Intérieur italien de l'époque Marco Minniti, n'ait pas eu connaissance de ses crimes.

- **La Repubblica**, 7 octobre 2019, [Migranti, naufragio nella notte a Lampedusa : 13 donne morte, un'altra è in coma. Tra i dispersi 8 bambini](#) [IT]

Dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 octobre, un bateau a chaviré au large de Lampedusa. Parmi les 50 personnes à bord, 13 personnes sont mortes, huit autres ont disparu en mer, dont une mère et son bébé de huit mois. Partie de Tunisie, l'embarcation comptait essentiellement des ressortissant-e-s tunisien-ne-s, mais aussi quelques personnes en provenance d'Afrique de l'Ouest. Ce naufrage est un symptôme de l'intensification des débarquements autonomes en provenance de la Tunisie, par de nouveaux itinéraires plus courts pour rejoindre l'Europe, et à bord de bateaux plus petits. Dans la même nuit, l'*Open Arms* a secouru 40 personnes en détresse en Méditerranée. Le maire de Lampedusa a vivement réagi, choqué que des personnes puissent encore, de nos jours, se noyer à quelques kilomètres des côtes européennes. Pietro Bartolo, député européen, qualifie d'« impensable » l'absence de missions de recherche et de sauvetage en Méditerranée de la part de l'Europe.

## Grèce

- **Le Monde**, 4 octobre 2019, [Migration : Lesbos, un échec européen](#) \* [accessible aux abonnés]

Au cours des deux derniers mois, le camp de Moria, à Lesbos, a vu mourir un jeune afghan de 15 ans suite à une bagarre, un enfant de cinq ans, fauché par un camion aux abords du camp, et cinq autres personnes dans un incendie. Dans ce camp accueillant 13 000 personnes, alors qu'il manque de tout, les migrant-e-s attendent l'enregistrement de leur demande d'asile depuis plus d'un an. Pour celles et ceux qui arrivent aujourd'hui, leur demande ne devrait pas être traitée avant 2021. Il ne s'agit pas d'une crise du nombre d'arrivées des personnes migrantes en Grèce, mais bien d'une saturation du système *hotspot* instigué par l'Union européenne. Malgré les nombreuses violations des droits répertoriées et signaux d'alarmes envoyés depuis 2015 par les organisations comme Migreurop suite à la création de ce dispositif, l'Europe refuse d'y mettre un terme.

- **RFI**, 15 octobre 2019, [Nouvel incendie dans un camp de réfugiés sur l'île grecque de Samos](#)
- **Tribune de Genève**, 15 octobre 2019, [Nouvel incendie dans un camp de migrants](#)
- **Ekathimerini.com**, 15 octobre 2019, [Samos migrant camp fire leaves hundreds in the street](#) [EN]

Deux semaines après le camp de Moria, un incendie s'est déclaré dans le camp de réfugiés de Vathy, sur l'île de Samos, laissant des centaines de personnes dans les rues en plus de celles qui se trouvaient déjà à l'extérieur du camp. Comme les autres *hotspots* des îles grecques, véritables portes de la forteresse européenne, le camp de Vathy est surpeuplé. Prévu pour 600 personnes, environ 6000 s'y

trouvent actuellement. A lieu d'apporter une réponse à la hauteur de la crise humanitaire qui se joue actuellement sur les îles, Athènes affirme accélérer les reconductions de personnes demandeuses d'asile à la frontière turque.

### Bosnie-Herzégovine

- **InfoMigrants**, 3 octobre 2019, [Bosnie : dans le camp de migrants de Vucjak, une crise humanitaire aux portes de l'Europe](#)

Dans le camp de Vucjak, ouvert à l'été 2019 en Bosnie-Herzégovine, les volontaires internationaux qui prodiguaient des soins médicaux de base aux personnes migrantes viennent d'être expulsés. Géré par la Croix-Rouge, le camp n'est équipé ni d'eau courante, ni d'électricité. Son sol contient du méthane, du gaz hautement inflammable, et il est entouré de mines antipersonnel. Aucune aide n'est fournie par la municipalité depuis le chèque de 2500 euros accordé à la Croix-Rouge à l'ouverture du camp, ouverture à laquelle l'OIM et l'Union européenne se sont farouchement opposées. La plupart des personnes qui s'y trouvent ont été refoulées en Bosnie après avoir été violentées par les forces de l'ordre croates. Ces dernières leur confisquent systématiquement leur téléphone, leurs vêtements et leur nourriture.

### France

- **Mediapart**, 4 octobre 2019, [Géorgiennes, géorgiens : sachez que la France n'est pas un « pays attractif » !](#)

A l'aéroport de Rennes, 33 ressortissants géorgiens ont été forcés de monter à bord d'un vol Frontex, un charter de la *Georgia Airlines*, pour une expulsion à destination de leur pays d'origine. Parmi ces personnes, certaines avaient été placées en centre de rétention administrative la veille, d'autres venaient de déposer un recours à la Cours Nationale du Droit d'Asile pour contester la décision de l'OFPRA. Elles ont donc été expulsées sans même avoir eu la réponse à leur recours. Une famille était présente en France depuis dix ans. Les arrestations ont été particulièrement brutales, des familles ont été séparées car tous les membres n'étaient pas présents à l'arrivée de la police. Certaines personnes se sont ouvert les veines en signe de protestation.

## Proche-Orient

### Turquie

- **L'Orient Le Jour**, 4 octobre 2019, [Migrations : Athènes exhorte Ankara à « assumer ses responsabilités »](#)

Trois ans après les arrangements sur la réinstallation des réfugié·e·s en Turquie, Ankara réclame plus d'aide internationale pour accueillir les 3,6 millions de personnes exilées sur son territoire, sous menace d'en laisser passer davantage vers l'Europe. Le gouvernement grec l'accuse de ne pas « assumer ses responsabilités » et demande la révision de l'arrangement de 2016, afin de permettre l'accélération des renvois des déboutés du droit d'asile vers la Turquie, soit 10 000 personnes d'ici la fin 2020. Kyriakos Mitsotakis s'appuie sur une justification plus que douteuse ; il ne s'agirait selon lui plus d'une crise de « réfugié·e·s » mais de « migrant·e·s », le nombre de demandeur·se·s d'asile syrien·ne·s en Grèce ayant diminué.

- **Deutsche Welle**, 6 octobre 2019, [Germany's Horst Seehofer warns of "refugee wave" bigger than in 2015](#) [EN]

Au cours d'une visite en Grèce, le ministre de l'Intérieur allemand Horst Seehofer a tenu un discours alarmiste sur la menace d'une prétendue nouvelle « crise migratoire » encore plus importante que

celle de 2015. Il a appelé les États membres européens à exprimer leur solidarité dans le renforcement des contrôles aux frontières au sud et à soutenir davantage la Turquie qui, selon ses dires, « rend un fier service à l'Europe en accueillant les réfugié·e·s ». Le ministre s'est également engagé à ce que l'Allemagne accueille un quart des personnes demandeuses d'asile secourues en Méditerranée.

- **InfoMigrants**, 2 octobre 2019, [Precarious situation in Turkey drives refugees to Greece](#) [EN]

Alors que la Grèce déclare vouloir renvoyer davantage de personnes migrantes en Turquie, plus de 35 800 réfugié·e·s ont fui le pays d'Erdogan pour atteindre les îles de la mer Égée depuis le début de l'année 2019. Ce phénomène touche particulièrement les demandeur·se·s d'asile afghan·e·s, qui n'ont pas de permis de résidence en Turquie et n'y sont pas reconnus comme réfugié·e·s.

### Kurdistan syrien

- **France Inter**, 11 octobre 2019, [Le chantage cynique d'Erdogan à l'Europe pour faire taire les critiques](#)

Donald Trump a retiré ses soldats de la zone-tampon au nord du pays, et c'est l'opportunité que Recep Tayyip Erdogan attendait pour bombarder le Kurdistan syrien. Le départ – ou pouvons-nous dire l'abandon – des États-Unis a livré les Kurdes, alliés de la communauté internationale dans la lutte contre l'EI, à la folie meurtrière d'Ankara. Si le président turc peut agir en toute impunité, c'est grâce à son cynique chantage aux réfugié·e·s, qui sont actuellement au nombre de 3,6 millions sur son territoire. L'Europe, prise dans son irrationnelle phobie migratoire, n'avait pas hésité à pactiser avec la Turquie en 2016. Dimanche 13 septembre, [Le Monde](#) décomptait la mort de 104 combattants kurdes et d'une soixantaine de civils. Le soutien effectif de la communauté internationale se fait toujours attendre.